L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Entre les rues Bienville et Conti.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. | NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 10 JANVIER 1868

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $16, par semestre, $8, par trimestre, $4
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi
Par an, $8, par semestre, $4.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces judiciaires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces en noir, dans la page éditoriale, paieront $3 50 par le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu à l'avance; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 33 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront le quadruple de la ligne pour chaque insertion.

Toutes annonces transitoires doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses annonces seront soldés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 10 JANVIER.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions de la journée, voir à la page suivante.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir les annonces.

Par E. M. Jacobs—à midi, à la Bourse des Négociants : Les Encyclopédies, rue Royale, un terrain avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le 1er arrondissement, entre les rues Orage, Amour, Conception et Indépendance.

Par S. Guinault—à son magasin d'encan, un lot de marchandises.

Par Louis Stern & Bros.,—dans leur salle d'encan, 406 caisses de bottes souliers et brodequins.

Par Thomas & Spear—dans le Passage de la Bourse, rue du Canal et Dorsan, un cheval, buggy et harnais, et un lot de harnais.

Par Chas. T. Nash—à 10½ heures, sur les lieux, une petite quantité par ordre du gouvernement des Etats-Unis, de la jolie et bonne maison en briques située au nord des rues Canal et Marais ainsi que tous les meubles, la bibliothèque, piano, tapis, &c.

Par Stephen Tourné—à 10½ heures, au magasin No 93, rue de la Vieille Levée, coin de rue française, vin, vermouth, champagne, petite pote, &c.

Par A. Febrer—au No 42 de la rue de Chartres, une hardoise neuhen, habillements, lingerie, chapeaux, &c.

Par O. Lécomet—au No 69 de la rue de Chartres, les fameux draps d'hiver, chapeaux et articles de toilette.

Par O. Valeton—sur la Levée, au pied de la rue Lafayette, épaules vertes, pore, beuf.

Par Hufford, Meibr & Co.—au No 32 de la rue de Chartres, marchandises sèches et lingerie.

Par D. E. Murphy—sur la Levée, au pied de la rue Lafayette, pieds de cochons, plats côtes, têtes et langues de cochons.

☞ Achetez vos confections et chaussures chez M. Ernest Turpin, 82 Vieille Levée

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

Attention !—Succession de Dame Céleste Macarty.

☞ Nous appelons l'attention toute particulière des capitalistes et du public sur la grande vente de propriétés qui doit avoir lieu dans l'étude de Me Thomas Spear, samedi 11 janvier 1868, à midi. Cette vente étant faite pour opérer un partage entre les héritiers de la succession de Dame Céleste Mc Carty, est une occasion rare pour les capitalistes une occasion rare pour un excellent placement. Toutes ces propriétés sont admirablement situées, toujours louées et donnent un revenu net et sûr. Pour plus de détails, voir l'avis publié dans l'Abeille. Succession de Dame Céleste Macarty, par Thomas & Spear. 2

☞ Vente d'une belle résidence et de ses dépendances.—M. Chs T. Nash, encan, vendra, samedi, à 10½ heures et demie du matin sur les lieux, à la porte du gouvernement des E. Unis, cette spléndide résidence et fair'abitement située au coin des rues Canal et Marais, dans le Premier District et connue comme la demeure de Thomas P. Mar. La maison a été bien bâtie avec toutes les dépendances nécessaires et se trouve parfaitement améliorée. Les meubles, la bibliothèque, piano, tapis, ornements, &c., &c. Tous ces divers articles seront vendus en bloc et en détail de manière à satisfaire toutes les convenances. Conditions libérales. Voir annonce.

THÉATRE DE L'OPÉRA. — Demain samedi, on donnera la cinquième représentation du grand opéra fantastique, de Gounod, *Faust*, si chaleureusement interprété par les mesdemoiselles Lambelet et Fauschetti, et MM. Damiani, Van Hoffen et Lechevalier, et par l'orchestre et les chœurs, et avec tout l'éclat de mise en scène, de costumes et de décors propres à donner du relief à la partie dramatique de cette œuvre musicale.

On annonce pour dimanche *Les Misérables*, grand drame en 5 actes de Victor Hugo, tiré de roman du même nom. Cet ouvrage, tout à l'honneur du fruit défendu, car il a été interdit par la censure à Paris où il a été joué qu'à Bruxelles où il a eu un nombre considérable de représentations consécutives. Un grand nombre de parisiens ont fait une excursion jusqu'à Bruxelles pour aller voir jouer cette pièce, dans laquelle on retrouve les principaux personnages du roman au milieu des épisodes les plus émouvants.

MADAME RISTORI.—Mde de Vito, agent de la célèbre tragédienne, madame Ristori, s'est embarquée hier pour la Havane, afin d'y conclure les arrangements nécessaires pour une série de représentations que madame Ristori et sa troupe doivent y donner avant de venir de nouveau se faire applaudir par notre public. Ce n'est que dans la seconde quinzaine de mars que l'éminente artiste arrivera à la Nouvelle-Orléans. Il est probable qu'elle donnera quelques représentations au Théâtre de l'Opéra, et qu'elle y jouera en français, avec le concours des artistes de ce théâtre, la *Béatrice* de Legouvé. Elle jouera en italien la tragédie de *Marie Antoinette*, qui a été écrite exprès pour elle.

Nous avons eu le plaisir de recevoir hier la visite de M. Ch. Lasalle, propriétaire-éditeur du *Courrier des Etats-Unis*, qui est arrivé dans notre ville, il y a deux jours. M. Lasalle a dû partir hier soir pour la Havane, où l'appellent ses intérêts d'affaires. A son retour il doit s'arrêter de nouveau quelques jours à la Nouvelle-Orléans avant de repartir pour New York.

Revue Européenne.

FRANCE.

La discussion du projet de loi *sur le recrutement de l'armée et l'organisation de la garde nationale mobile* commencé au Corps Législatif, a remarqué que le discours de M. Jules Favre, ministre d'accord avec le gouvernement et le rapporteur de la commission, ne sert plus du mot de *réorganisation* de l'armée, mot qui se trouvait dans le projet primitif, et qui semblait peu rassurant, tendant à faire supposer que notre armée était désorganisée et avait besoin d'une refonte complète. On sait aussi que, tandis que le projet primitif se proposait de maintenir les lois en vigueur à l'heure actuelle, le projet nouveau semble au contraire prendre à tâche de bouleverser de fond en comble la loi, qui nous a donné une armée d'Afrique, de Crimée et d'Italie, tout ce qu'il est possible d'en conserver dans les circonstances actuelles.

La loi nouvelle soulève de nombreuses questions, elle touche à tous les intérêts, et il en résulte que, dans la discussion, chaque orateur, tout en tenant la nature de son esprit ou de son caractère à la loi par un de ses côtés à l'exclusion presque absolue de tout autre. La grave question du mariage a été le thème de discussion de plusieurs orateurs, M. Jules Simon. C'est, en effet, le point important si l'on envisage la loi dans ses caractères social. Dans toutes ses parties, elle est en butte à de vives attaques. Pour ou contre les soldats comme le granddirez l'vant des armées. La concession des vingt quatre ou trente derniers mois est évidemment faite à regret. Le gouvernement la accordée parce qu'elle porte sur un nombre minime de soldats, qu'on peut sacrifier sans grand dommage.

M. Jules Simon, avec son incontestable autorité et une grande élévation de pensée, a pris l'ensemble de la loi corps à corps, et lui a demandé compte de ses effets. Cette argumentation, un peu abstraite dans les détails, a été le défaut ; elle est la critique de toutes les lois humaines. Oui, la moralité publique souffre de ce crédit infligé chaque année à 60,000 hommes de vingt ans *pour se marier* ; oui, la société souffre dans son développement par la diminution des naissances légitimes, dans sa moralité par l'accroissement des naissances illégitimes. Il souffre encore dans sa force physique, par ce que les exemptés, en grand nombre infirmes, contractent seuls mariage, et transmettent leurs tares à ceux et leurs enfants.

Le discours de M. Jérôme David a été très applaudi par la majorité, et il ne manque pas de netteté. Il a dit d'excellentes choses, mais il a exagéré nos sommes d'accord avec M. David. Nous ne sommes pas aussi effrayés de reconnaître avec lui qu'un ministre de la guerre, et que, le métier de soldat étant un métier exceptionnel et très difficile de le pratiquer convenablement si on ne l'a pas appris. En second lieu, nous voyons avec plaisir que M. Jérôme David croit avec la garde démocratique que la remplacement doit être interdit d'une manière absolue dans la garde nationale mobile. Cela est de toute évidence : la garde nationale mobile ne devant être employée qu'en cas de guerre défensive, pour la défense des places fortes et du territoire, nul n'a le droit de se soustraire à l'obligation d'en faire partie.

M. La Tour du Moulin a plaidé, contre M. Jérôme David, le cas des volontaires. Cette idée ne peut, en effet, être défendue, à la condition qu'on reconnaissance la nécessité d'un cadre permanent, où les jeunes soldats puissent recevoir immédiatement l'instruction et l'exemple. Il a critiqué le projet de loi comme incomplet, et comme apportant un trouble inutile dans l'organisation de 1832, puisque on ne voulait pas aller jusqu'au système démocratique.

Les considérations politiques, par lesquelles a terminé son discours, seront approuvées par tous les gens sensés ; et plus d'un gouvernement pourrait faire son profit de la citation de Tacite, relative *aux mots du premier degré* : « Les pires ennemis, ce sont les approbateurs systématiques. »

M. Jules Favre est le seul qui, d'après le *Moniteur*, ait voté contre le projet de loi relatif à une cession de terrains faite par l'Etat à la ville de Metz pour construire une manufacture de tabacs. Ce nouvel établissement est destiné aussi tout à occuper un grand nombre de familles ouvrières, hommes et femmes.

Les députés se sont réunis dans les bureaux pour délibérer sur les trois demandes d'interpellations : La première, relative aux finances de la ville de Paris.

La deuxième ayant pour objet de demander au gouvernement des éclaircissements sur l'omission, dans les documents diplomatiques communiqués au corps législatif, de certaines pièces contenues et publiées dans le Livre Vert italien.

Enfin, la troisième, portant sur l'ordre donné fréquemment par le ministère de l'intérieur de ne pas laisser distribuer les journaux étrangers, notamment les journaux allemands et italiens.

Les trois interpellations ont été repoussées. Cette relative aux documents diplomatiques contenus dans le *Livre Vert*, et celle concernant l'interdiction des journaux allemands et italiens, ont été repoussées par 205 voix contre 10 et 7 voix. Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront le quadruple de la ligne pour chaque insertion.

Toutes annonces transitoires doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreuses annonces seront soldés à la fin de chaque mois.

Autres Nouvelles.

LE VOTE DU PARLEMENT ITALIEN.

La discussion de la loi sur l'armée.

DÉCLARATION IMPORTANTE DE M. ROUHER.

Nous avons reçu hier soir d'autres journaux de Paris allant jusqu'au 24 décembre au soir.

On s'était fort ému à Paris du vote du Parlement italien défavorable au ministère Menabrea, mais le télégraphe nous apprend depuis que le général Menabrea était resté à la tête du cabinet. Ce vote n'a donc plus la même importance. Voici néanmoins la dépêche qui rendait compte de cette fameuse séance.

Florence, 22 décembre, 6 h. 35 soir.

M. Dondes Reggio propose à la Chambre de déclarer Rome capitale du monde catholique.

M. Mellana défend la proposition qui en maintenant le vote de Rome capitale, on formule un vote de défiance envers le ministère.

M. Ostiglia développe son ordre du jour.

M. Bargoni développe le sien, qui est conçu dans un sens conciliateur.

Cet ordre du jour, qui porte les signatures de MM. Mordini, Depretis, etc., demande, entre autres choses, qu'on suspende toute négociation sur la question romaine, qui pourrait léser la dignité de l'Etat.

M. Bargoni dit que plusieurs de ses amis proposent de former un groupe politique étranger aux luttes violentes des partis, et qu'ils espèrent trouver beaucoup d'adhérents.

Plusieurs députés retirent leur proposition, d'autres renoncent à les développer.

Le général Menabrea demande de nouveau une explicite.

Il déclare accepter un ordre du jour, signé par cinq députés, et conçu en ces termes :

« La Chambre prenant acte de la déclaration du ministère qu'il veut conserver intact le programme national acclamant Rome capitale de l'Italie, déclare qu'en attendant de réaliser ce projet par des moyens contraires aux lois de l'Etat et au vote du Parlement, et, convaincue que dans le respect des lois est la garantie de la liberté et de l'inviolabilité du pouvoir, elle n'a aucun doute du ministère et passe à l'ordre du jour. »

La Chambre repousse cet ordre du jour, au scrutin nominal, par 192 voix contre 189. Huit députés s'abstiennent de voter.

Nous lisons dans la *France* du 23 décembre.

M. de Goltz, ambassadeur de Prusse, a eu ce matin une longue conférence avec M. de Moustier au ministère des affaires étrangères.

On croit que cette entrevue avait pour objet la résolution si grave que vient de prendre le Parlement italien au sujet de l'ordre du jour appuyé par le général Menabrea.

Le télégraphe nous a annoncé que les candidats du gouvernement avaient été battus dans des élections à Tours et à Amiens. Ces défaites auront eu lieu par suite d'un scrutin de ballottage, car nous lisons dans la *Patrie* du 24 décembre :

Voici le résultat des opérations électorales pour l'élection d'un député dans les départements d'Indre et Loire et de la Somme.

Indre-et-Loire.

MM.	Voix.
Guin Bic, candidat gouvernemental..	9,143
Howard.....	5,460
Rivière.....	4,099
De Flavigny.....	1,077

Cette opération est sans résultat. 400 suffrages ont manqué à M. Guinn pour être élu. On devra procéder à un scrutin de ballottage.

Somme.

MM.	Voix.
Villemant, candidat de l'administration.	10,069
D Estournel.....	9,211
Cordier.....	4,899

Cette opération est également sans résultat. Il y aura lieu de procéder à un second tour de scrutin.

Nous empruntons à la *France* le résumé de la séance du Corps-Législatif du 21, dans laquelle s'est terminée la discussion générale du projet de loi sur l'armée. La Chambre a repris dans la séance du 22 la discussion des articles du projet.

La séance d'hier a été remplie par la fin du discours de M. Magnin, un discours important de M. Gressier, rapporteur de la loi, au nom de la commission, une vive attaque de M. Picard, et une déclaration de M. le ministre d'Etat, provoquée par M. Jules Favre.

Nous parlerons plus loin de cet incident qui a été le fait caractéristique de la séance et qui est destiné à avoir un lointain retentissement dans le pays.

M. Magnin a repris, avec des développements nouveaux, la thèse des orateurs qui combattent le projet de loi. L'honorable député insiste sur l'aggravation des charges qu'il impose. En rattachant le mouvement progressif de la population, et la richesse publique à l'état de la production et du travail, on n'augmentera, d'après M. Magnin, la puissance militaire de la France que dans la mesure où elle profitera de sa puissance dans l'avenir. M. Magnin a surtout appelé l'attention sur les dépenses que le nouveau système entraînera et qui sont, à son avis, de nature à troubler fâcheusement les conditions de nos finances. S'il faut en croire les calculs de l'honorable orateur, le chiffre annuel des nouvelles dépenses s'élèverait à 60 millions.

Quant à l'efficacité de la loi proposée, M. Magnin fait observer qu'elle ne peut servir sous aucun rapport l'action actuelle de notre politique à l'étranger, puisque elle ne nous donnera qu'au bout de plusieurs années l'effectif qu'elle a pour but de constituer; tandis qu'elle est à l'extérieur une cause de préoccupations et d'inquiétudes qui peuvent amener des complications graves, et elle entretient à l'intérieur un malaise qui paralyse tout le mouvement de la prospérité publique.

M. Gressier, rapporteur, a défendu les conclusions de la commission avec beaucoup de netteté et d'énergie. Son discours est le complément du remarquable rapport qu'il a fait sur cette grande question d'intérêt national.

L'honorable rapporteur expose que ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que l'insuffisance des forces militaires de la France s'est révélée. Il affirme que si, deux fois déjà, dans ces grandes guerres que la second Empire a soutenues en Europe, il a fallu s'arrêter avant l'œuvre accomplie, c'est que nous n'avions pas les forces nécessaires pour faire face à toutes les éventualités. M. Gressier a ajouté plus loin dans son discours que le "mot de tous les accidents survenus en Europe, c'est que la France n'avait pas de à sa disposition des forces suffisantes. C'est donc pour fortifier l'action de notre pays dans toutes les grandes questions européennes qu'il faut lui donner le moyen d'appuyer sa politique sur la puissance permanente de son organisation militaire.

M. Gressier a dit, à cette occasion, une phrase qui a excité une vive émotion dans l'assemblée et qui montre à quel point il est préoccupé de la situation générale : « Quand l'équilibre a été rompu, s'est-il écrié, il faut le refaire ou le subir. » Ces mêmes réformers ni par l'accord des peuples ni même par l'effort des conférences. Il se formera par les résistats d'une guerre."

Est-ce donc la guerre prochaine que la prédiction signal le rapporteur de la loi sur l'armée ? M. Gressier a protesté contre cette interprétation ; mais elle a dominé évidemment son discours, où il a surtout à tâche d'établir que le système proposé n'augmentera nullement les charges de l'impôt militaire, et qu'il permettra au contraire de faire un allégement notablement inférieur à 100,000 à 80,000 hommes le chiffre du contingent annuel.

Il faut noter ici que la commission est en désaccord avec le gouvernement sur les dispositions relatives à l'instruction de la garde nationale mobile. La commission demandeque cette instruction se fasse sans déplacement, tandis que le projet exige huit jours d'exercice consécutifs au chef-lieu d'arrondissement. M. Gressier, au nom de la commission, a maintenu l'amendement qu'elle a proposé dans ce but et qui a été repoussé par le conseil d'Etat.

Il faut signaler également une observation de M. Louvet qui, au nom de la minorité de la commission, minorité de 8 contre 10, s'est réservé de combattre, lors de la discussion de l'article 1er, la disposition qui porte à neuf ans la durée du service.

M. Ernest Picard, qui a pris la parole après M. Gressier, a développé la doctrine démocratique de la nation armée et de la garde nationale ; une armée permanente est une erreur ruineuse ; quand la patrie est en danger, tout le monde doit prendre les armes. Tout système qui ne fait pas une part suffisante dans la nation au pouvoir exécutif, un nombre considérable d'hommes est un système de tentation. En définitive, le projet de loi soumis à M. Picard a développé contre la loi les divers arguments présentés par l'opposition.

Le clôture, demandée après ce discours, allait être prononcée lorsque, sur une interpellation de M. Jules Favre demandant au gouvernement de s'expliquer sur les paroles du rapporteur de la commission que nous avons signalées plus haut. M. le ministre d'Etat a été amené à faire des déclarations d'une grande importance.

Voici la teneur de ces déclarations :

S. Exc. M. Rouher, ministre d'Etat. — Le gouvernement n'a rien à dire en ce qui le concerne, ne voit aucun fondement à la clôture de la discussion générale. Il aura, à propos de l'article 1er, une déclaration importante à faire. Il ne peut pas à présent lui faire connaître sa politique; et il le fera, vous ne pouvez en douter.

Cependant l'honorable M. Jules Favre, dans sa dernière observation qu'il vient de présenter, vous a dit que certaines allégations produites dans cette séance étaient de nature à porter l'inquiétude dans le pays.

Je dois dire à M. Jules Favre à vouloir faire allusion à l'idée que le projet de loi qui vous est soumis était l'indice du désir ou de la volonté du gouvernement d'accroître les forces de façon à embrasser toutes les fonctionnaires civils créés par la loi pour l'administration de toute loi générale d'un Etat, ou pour l'administration de la justice; de façon que les surveillants de nos routes publiques sont indubitablement des fonctionnaires dans le sens de l'acte.

Il résulte donc, évidemment, de ces actes que les Eurregistrers, après qu'une personne demandant à être enregistrée a en prêté le serment prescrit, étaient libres, d'abord, d'interroger cette personne, et ensuite, d'examiner les titres et qualités de la personne demandant à être enregistrée, et, ensuite, de décider, d'après les témoignages, devant eux, sur le droit de la dite personne à être enregistrée.

Le mode de procéder pour l'enregistrement de ceux qui avaient droit à voter, tel qu'il est ouvrit par vous, était conforme aux instructions des différents actes du Congrès a ce sujet, et le Commandant ne peut en conséquence annuler l'enregistrement. Il ne peut davantage, sans violer les principes généraux jusqu'ici comme obligatoires dans l'administration de toutes les affaires publiques, être mis en demeure de prendre connaissance pour lui-même, législativement des votants fait au Texas, sur la suggestion d'erreurs de jugement qui auraient été commises par les Eurregistrers, et encore dans l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés, quelque nombreuses que ces erreurs aient pu être.

Les différentes bureaux d'enregistrers étaient des corps ayant des pouvoirs judiciaires limités, et leurs décisions sont finales dans tous les cas qui rentrent dans leurs limites légales. Les pouvoirs des Cours ordinaires, si moins qu'il n'y ait appel de ces décisions, dans des cas individuels, en vue d'en obtenir la révision par l'autorité supérieure compétente. Rien qu'il y ait pu y avoir de grandes abus dans l'enregistrement des votants, aussi bien au Texas qu'en Louisiane, sous l'empire des actes en question, il ne peut exister dans les mains du commandant militaire aucun pouvoir d'exercice d'aucune autorité dont est revêtu le commandant du district.

Le Caucasien. — Tel est le nouveau nom sous lequel va paraître dans quelques jours l'établissement de Comberte, situé rue Dryades No 15, et qui sera désormais exploité par MM. A. Mannessier et O. Bottero. Ces messieurs ne négligeront rien pour rendre leur établissement digne du public cauccasien dont ils sollicitent le patronage.

☞ Ne manquez pas d'assister à la grande vente, par suite de succession, de beaux articles de ménage, au No 174 rue du Canal, vente qui a lieu les mardis, jeudis et samedis. On prend les billets de ville au pair.

Décision du général commandant sur l'enregistrement des votants au Texas et en Louisiane.

Par ordre du général commandant du 5e district militaire, M. W. C. Mitchell, lieutenant colonel breveté, secrétaire pour les affaires civiles, vient d'adresser la missive suivante à l'Hon. John Hancock, Austin (Texas), sous la date du 28 décembre, de la Nouvelle Orléans :

Monsieur, — Je suis chargé par le général commandant de vous accuser réception de votre lettre du 23 courant, dans laquelle vous priez le Commandant de prendre connaissance du Texas ont regardé comme une raison d'exclusion d'un voir agi comme surveillant d'une route publique, comme député, ou d'avoir exécuté quelque service ou un travail, bien que n'étant pas astreint à un serment, pour tout agent dont l'office était mentionné parmi les offices dans certaines autres dispositions auxquelles les bureaux d'enregistrement dans l'Etat ont agi, instructions dont vous donnez copie.

2o. Que quelques-uns de ceux qui n'étaient pas atteints par des disqualifications ont été rejetés parce qu'ils avaient été volontaires au service confédéré.

3o. Que les immigrants au Texas, d'autres Etats engagés dans la rebellion, comme claire, ont été exclus de l'enregistrement.

4o. Que la franchise ait été enregistrée avec tort peu d'égard pour l'âge, quelques une étant comme comme ayant été inscrite bien qu'ils n'eussent pas atteint l'âge prescrit de 21 ans, développé contre la loi les divers arguments présentés par l'opposition.

Le clôture, demandée après ce discours, allait être prononcée lorsque, sur une interpellation de M. Jules Favre demandant au gouvernement de s'expliquer sur les paroles du rapporteur de la commission que nous avons signalées plus haut. M. le ministre d'Etat a été amené à faire des déclarations d'une grande importance.

Voici la teneur de ces déclarations :

S. Exc. M. Rouher, ministre d'Etat. — Le gouvernement n'a rien à dire en ce qui le concerne, ne voit aucun fondement à la clôture de la discussion générale. Il aura, à propos de l'article 1er, une déclaration importante à faire. Il ne peut pas à présent lui faire connaître sa politique; et il le fera, vous ne pouvez en douter.

Cependant l'honorable M. Jules Favre, dans sa dernière observation qu'il vient de présenter, vous a dit que certaines allégations produites dans cette séance étaient de nature à porter l'inquiétude dans le pays.

Je dois dire à M. Jules Favre à vouloir faire allusion à l'idée que le projet de loi qui vous est soumis était l'indice du désir ou de la volonté du gouvernement d'accroître les forces de façon à embrasser toutes les fonctionnaires civils créés par la loi pour l'administration de toute loi générale d'un Etat, ou pour l'administration de la justice; de façon que les surveillants de nos routes publiques sont indubitablement des fonctionnaires dans le sens de l'acte.

Il résulte donc, évidemment, de ces actes que les Eurregistrers, après qu'une personne demandant à être enregistrée a en prêté le serment prescrit, étaient libres, d'abord, d'interroger cette personne, et ensuite, d'examiner les titres et qualités de la personne demandant à être enregistrée, et, ensuite, de décider, d'après les témoignages, devant eux, sur le droit de la dite personne à être enregistrée.

Le mode de procéder pour l'enregistrement de ceux qui avaient droit à voter, tel qu'il est ouvrit par vous, était conforme aux instructions des différents actes du Congrès a ce sujet, et le Commandant ne peut en conséquence annuler l'enregistrement. Il ne peut davantage, sans violer les principes généraux jusqu'ici comme obligatoires dans l'administration de toutes les affaires publiques, être mis en demeure de prendre connaissance pour lui-même, législativement des votants fait au Texas, sur la suggestion d'erreurs de jugement qui auraient été commises par les Eurregistrers, et encore dans l'accomplissement des devoirs qui leur sont imposés, quelque nombreuses que ces erreurs aient pu être.

Les différentes bureaux d'enregistrers étaient des corps ayant des pouvoirs judiciaires limités, et leurs décisions sont finales dans tous les cas qui rentrent dans leurs limites légales. Les pouvoirs des Cours ordinaires, si moins qu'il n'y ait appel de ces décisions, dans des cas individuels, en vue d'en obtenir la révision par l'autorité supérieure compétente. Rien qu'il y ait pu y avoir de grandes abus dans l'enregistrement des votants, aussi bien au Texas qu'en Louisiane, sous l'empire des actes en question, il ne peut exister dans les mains du commandant militaire aucun pouvoir d'exercice d'aucune autorité dont est revêtu le commandant du district.

Atlauta, 9.—Le comité nommé pour se rendre auprès du général Meade a rapporté que le général Grant a la convention l'assurance qu'il userait de tous les pouvoirs à lui conférés en vertu des actes de reconstruction pour restaurer, le plus tôt possible, la Georgie dans tous ses droits dans l'Union.

Sur la question des sièges, la convention a adopté une résolution suivant laquelle la proclamation du général Pope est conclusante quant aux votes, les listes des votants et les retours d'élection et les personnes élues.

Le comité des secours a rapporté un amendement interdisant pour toujours l'action légale sur tout contrat antérieur de date au 1er juin 1865.

Burlington, 9.—L'évêque Hopkins est mort.

Harrisburg, 9.—Pas d'organisation encore.

PAR LE TELEGRAPHE.

DÉPÊCHES TRANSMISES A L'ABEILLE

Désordres au Texas.

Conventions démocratiques de l'Ohio et de l'Indiana.

Emeute à Nashville.

Deux nègres tués.

Le bill de vacance soutenu au Sénat par Morton.

Opposition de Frelinghuysen.

Le général Hancock dénoncé comme obstacle à la reconstruction.

Triple tragédie dans le Tennessee.

Conséquences redoutées.

Banqueroute à Richmond.

Le général Meade en Georgie.

Londres, 9.—Le *Times* dit que les Anglais sont encore à Senafe. Pas de maladie. Les indigènes continuent à se montrer bienveillants.

Le nouveau cabinet du Portugal favorise la collection des taxes.

MARCHÉS EUROPÉENS.

Londres, 9 au soir—Consolidés sans changement. Bons en baisse de 1/8.

Paris, 9.—Il y a plus de confiance à la Bourse et les rentes montent.

Liverpool, 9 au soir—Un peu plus d'affaires en coton, bien que les prix aient baissé de 1/8. Uplands, 7 1/8, dans le port ; à venir 6 7/8. Vendu aujourd'hui 10,000 balles. Céréales calmes. Provisions plus fermes.

Londres, 10.—Les marchés ont légèrement augmenté à la banque d'Angleterre.

La Havane, 8.—Des avis récents d'Haïti disent que Salnave s'avance contre Santo Domingo avec une force considérable. Les rebelles paraissent recruter beaucoup de partisans.

Les marchandises françaises sont arrivés à St-Thomas à bord du steamer Missisipi. Le vote du peuple pour la cession devant avoir lieu le 8 janvier à Saint-Jean, Porto Rico.

Les bateaux Fanny Easler est arrivés à Kingston le 4 du courant avec des avaries. Elle a une cargaison de sel, de Gibraltar pour la Nouvelle Orléans.

New York, 9.—Le steamer Rising Star est arrivé. Il n'apporte aucune nouvelle intéressante de l'Isthme ni de l'Amérique Centrale. Le recolte de blé au Chili est plus considérable qu'on ne le croyait d'abord.

Dans le nord du Pérou, un sérieux engagement a eu lieu entre les forces du gouvernement et les révolutionnaires. Ces derniers ont été battus. Le combat s'est prolongé le 14 et durait encore quand le steamer est parti.

Washington, 9.—SÉNAT — Un mémoire demande une allocation pour les affranchis du district de Colombie et aussi le suffrage des femmes pour le district.

Cinq mille ouvriers demandent à être exempts de la taxe.

Une pétition de la convention constitutionnelle de l'Alabama demandant la révocation du gouverneur Patton pour incapacités politiques.

Morton appelle sa résolution concernant le gouvernement provisoire qui en fait abrogeant les gouvernements actuels dans les Etats rebelles et leur substituant d'autres gouvernements.

Frelinghuysen propose un amendement à cette résolution pour soumettre le bill à la discrétion du comité judiciaire.

Morton veut connaître directement l'opinion du sénat sur la question. Il est grand temps, dit-il, que le Congrès définisse sa position en termes qui ne laissent rien à l'équivoque sur ce sujet. Selon lui, l'Etat de chose maintenant existant dans les communautés rebelles n'a jamais été plus alarmant. Le Congrès a déclaré le 2 mars dernier que les gouvernements provisoires des Etats insistent d'égaux, n'auront pas les garanties convenables pour la vie et les biens, et à cette époque le Congrès institua un contrôle militaire devant durer jusqu'à ce nouveaux gouvernements légaux seraient établis. Aujourd'hui, l'autorité militaire qu'il avait élevée, entrave l'opération de la loi et empêche la création de nouveaux gouvernements légaux et non autorisés.

M Morton passe au secrétaire les actes de guerre du général Sheridan et en donne lecture : annexe l'ordre No 1 du général Hancock, où l'autorité civile est déclarée suprême.

Il semble que le général Hancock, dans son ordre, ait usurpé le pouvoir du Congrès, mais nullité actuellement et refuse d'exécuter ses lois. Comme le général Hancock a le test de discrétion, il ne peut être mis en demande qui crédera. Il reconnait l'autorité des tribunaux civils organisés par les mêmes gouvernements d'Etat que le Congrès a déclaré illégaux. Il y a deux que l'ordre de reconstruction déclare par le pouvoir militaire même que le Congrès a créé pour y aider. Dans cette crise, il appartient au Congrès de déclarer ses intentions, et non au Président ou aux officiers de l'armée. Le Congrès n'avait pas voulu, dans l'exercice de son pouvoir, en finir avec ces gouvernements d'une manière brusque; dans la conjoncture présente, il ne doit pas hésiter un instant. Si l'amendement de M Frelinghuysen était adopté, cela ne signifierait rien. Il demande, quant à lui, un ordre positif exécutoire pour le comité de rapporter immédiatement un bill, et il désire que le Sénat le fasse exécuter.

Le général Hancock ne veut s'opposer à aucune des espérances proposées par le sénateur, mais il pense qu'il est juste que le Sénat ait quelque confiance dans le jugement de ses officiers.

La discussion de la journée du matin termine le débat, et le bill de la Chambre pour suspendre toute contraction ultérieure de la circulation est discuté jusqu'au moment où le Sénat entre en séance exécutive.

CHAMBRE. Des résolutions demandant la mise en liberté du Pore McMahon et de plusieurs autres Fénians, sont adoptées.

Le bill empêchant la vente de whisky, à moins qu'il ne soit fait avec un amendement, est discuté jusqu'au moment où la Chambre s'ajourne.

Washington, 9.—Le Sénat a rejeté la nomination d'Edmund Cooper, comme assistant secrétaire du Trésor et L. D. Evans, comme collecteur du 1er district, du Texas.

Le gouvernement a payé à Pierpont $5,000 et à Riddle $3,000 pour avoir pourvu aux frais de la Convention.

Le Revenu de l'intérieur a reçu aujourd'hui $234,000.

Oscar Minor a été confirmé comme collecteur pour le district du Texas.

Galveston, 9.—Un meeting de républicains a eu lieu hier soir. Il était très clairsemé. Marshall, Texas, le 1er décembre. Le juge Ochiltree, qui a tiré plusieurs fois sur le juge Caldwell, l'orateur de circonstance. Le juge a été forcé de se réfugier aux quartiers du nord. Il a été nommé par Sheridan, et par les autorités militaires et ensuite remis aux autorités civiles par ordre du général Hancock et relachés sur caution.

Jones Johnson, un neveu du Président, a été condamné à une amende de $10 par la cour de police ici, ce matin, pour assaut et batterie.

Indianapolis, 9.—La convention d'Etat démocratique a nommé Hendricks pour le poste de gouverneur et adopté des résolutions qui demandent l'abolition des banques nationales ; le rappel des actes imposant un test de fidélité ; la suppression du pouvoir militaire nègre, endossent la politique de reconstruction du président Johnson ; complimentent le général Hancock et reconnaissent Pendleton à la convention nationale pour la présidence.

Columbus, 9—La convention démocratique d'Etat de l'Ohio a nommé Pendleton pour la présidence et adopté des résolutions qui condamnent les usurpations congressionnelles, affirme que si, deux fois déjà, dans les grandes guerres que la second Empire a soutenues en Europe, il a fallu s'arrêter avant l'œuvre accomplie, c'est que nous n'avions pas les forces nécessaires pour faire face à toutes les éventualités. M. Gressier a ajouté plus loin dans son discours que le "mot de tous les accidents survenus en Europe, c'est que la France n'avait pas à sa disposition des forces suffisantes. C'est donc pour fortifier l'action de notre pays dans toutes les grandes questions européennes qu'il faut lui donner le moyen d'appuyer sa politique sur la puissance permanente de son organisation militaire.

M. Gressier a dit, à cette occasion, une phrase qui a excité une vive émotion dans l'assemblée et qui montre à quel point il est préoccupé de la situation générale : « Quand l'équilibre a été rompu, s'est-il écrié, il faut le refaire ou le subir. » Ces mêmes réformers ni par l'accord des peuples ni même par l'effort des conférences. Il se formera par les résistats d'une guerre."

Est-ce donc la guerre prochaine que la prédiction signal le rapporteur de la loi sur l'armée ? M. Gressier a protesté contre cette interprétation ; mais elle a dominé évidemment son discours, où il a surtout à tâche d'établir que le système proposé n'augmentera nullement les charges de l'impôt militaire, et qu'il permettra au contraire de faire un allégement notablement inférieur à 100,000 à 80,000 hommes le chiffre du contingent annuel.

Il faut noter ici que la commission est en désaccord avec le gouvernement sur les dispositions relatives à l'instruction de la garde nationale mobile. La commission demandeque cette instruction se fasse sans déplacement, tandis que le projet exige huit jours d'exercice consécutifs au chef-lieu d'arrondissement. M. Gressier, au nom de la commission, a maintenu l'amendement qu'elle a proposé dans ce but et qui a été repoussé par le conseil d'Etat.

Il faut signaler également une observation de M. Louvet qui, au nom de la minorité de la commission, minorité de 8 contre 10, s'est réservé de combattre, lors de la discussion de l'article 1er, la disposition qui porte à neuf ans la durée du service.

M. Ernest Picard, qui a pris la parole après M. Gressier, a développé la doctrine démocratique de la nation armée et de la garde nationale ; une armée permanente est une erreur ruineuse ; quand la patrie est en danger, tout le monde doit prendre les armes. Tout système qui ne fait p